



Élections locales

Le ministre Kossivi Egbetonyo continue de mobiliser son Akébou natal

Les élections locales sont imminentes dans notre pays. En prélude à ce rendez-vous historique, les cadres du parti au pouvoir continuent de mobiliser leurs militants. C'est le cas du ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs, Kossivi Egbétonyo qui ne cesse ...



PAGE 3

INCLUSION FINANCIERE



Festival de Cannes

Salifou Razak, mécanicien deux roues grâce au crédit AJSEF du FNFI

Echos des bénéficiaires des Produits FNFI de ce lundi, début de semaine, vous conduit à Kara pour partager avec vous les témoignages de Salifou Razak, mécanicien deux roues qui a pu démarrer l'exercice de son activité grâce au coup ...

PAGE 2

ECONOMIE



Prix togolais de la qualité

Les lauréats de la cinquième édition désormais connus

Les lauréats de la 5ème édition du Prix togolais de la qualité sont connus. La proclamation des résultats de cette 5ème édition a été effectuée vendredi 17 ...

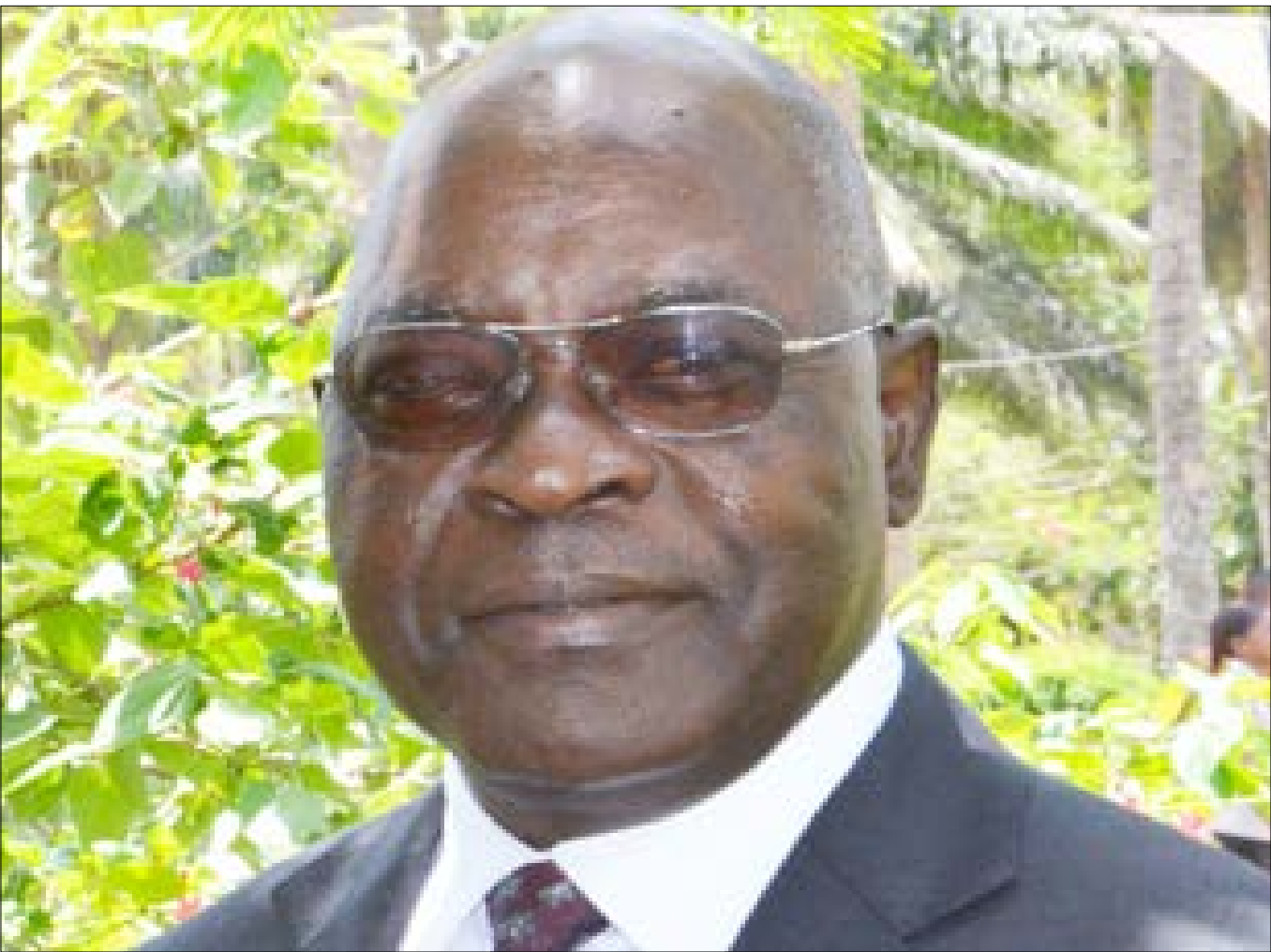
PAGE 5

Patrimoine

Nos musées libres d'accès

A l'occasion de la Journée internationale des musées, la population togolaise aura accès libre et gratuit cinq musées de la « Terre de nos aïeux » ...

PAGE 9



Révision des listes électorales

La Ceni a joué les prolongations

Face à certaines difficultés rencontrées dans la révision des listes électorales en prélude aux élections locales, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a joué les prolongations.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Diplomatie agissante: Le Togo sur le point de profiter de plusieurs années de durs labeurs ?

La diplomatie togolaise depuis quelques années est tournée vers le résultat. Sous la conduite du professeur Robert Dussey, le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur s'est lancé dans une offensive diplomatique sans précédent. Aujourd'hui, peut-on dire que le Togo est sur le point d'en profiter ?

Avant l'actuel ministre, ce portefeuille a connu des détenteurs qui ont produit des résultats non négligeables. Il ne s'agit pas ici de faire une analyse comparative ou de démontrer que quelqu'un est meilleur que les autres. Mais une chose est remarquable et beaucoup d'observateurs l'ont relevé ...

PAGE 3



	SOMMAIRE	Sénégal Une personnalité neutre pour mener le dialogue politique  P 4	Oragroup Ferdinand Ngon Kemoum remplace Binta Touré Ndoeye  P 5	Biens culturels Coup de pouce au Clac de Pya  P 10	Revue du portefeuille de la BAD Les forces et les faiblesses des projets examinées  P 11
---	------------------------	--	---	---	---

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Salifou Razak, mécanicien deux roues grâce au crédit AJSEF du FNFI

Echos des bénéficiaires des Produits FNFI de ce lundi, début de semaine, vous conduit à Kara pour partager avec vous les témoignages de Salifou Razak, mécanicien deux roues qui a pu démarrer l'exercice de son activité grâce au coup de pouce financier que lui a accordé le Fonds national de la Finance inclusive à travers son produit «Accès des Jeunes aux Services Financiers». Aujourd'hui, c'est une activité pérenne que notre jeune homme a développé grâce à son talent et savoir-faire. Son



Salifou Razak

Kpezindè, plus de 400 km au nord de Lomé, village situé à une dizaine de km de Kara. Ici vit une population à majorité paysanne. Parmi eux, des jeunes bien décidés à se prendre en charge à travers l'auto emploi. Fini les moments d'exode où les jeunes voulaient forcément se

faire un nom à l'extérieur, aujourd'hui, les nombreuses initiatives gouvernementales, à l'instar du FNFI, permettent aux jeunes de s'épanouir pleinement sur place dans leurs c o m m u n a u t é s respectives. Accroupi et en plein diagnostic d'une moto

en panne qu'un de ses clients lui a amené, Salifou Razak peut aujourd'hui fièrement se compter parmi les nombreux bénéficiaires du FNFI, puissant instrument de lutte contre la pauvreté.

« Je suis né et j'ai grandi ici. Et je me suis fait la promesse de rester

ici dans mon village et de tracer le chemin de mon destin. Comme dans les autres villages, on vit au jour le jour, et chacun doit faire des petites activités pour lui permettre de tenir le coup. Et moi depuis tout petit je m'intéressais à des petites activités, que je pouvais exercer les weekends et repartir avec quelques bricoles.

Singulièrement, j'avais un penchant pour le métier de mécanicien, car j'avais un petit vélo, et à chaque fois que je l'amenais chez le mécanicien du coin, je le regardais faire et petit à petit l'envie d'apprendre ce métier m'est venu. Evidemment, au bout de 6 mois près du mécanicien du coin, j'avais désormais toutes les aptitudes pour tenir moi-même un atelier digne de ce nom. Mais où trouver de l'argent pour m'équiper ? »

La dernière question de notre interlocuteur est celle que bon nombre de bénéficiaires potentiels se posent quand arrive l'heure pour eux de franchir le pas de leur installation. Dans son approche justement, le

FNFI permet à toutes ces populations d'avoir un repère financier.

«C'est grâce au FNFI que j'ai pu obtenir le crédit AJSEF auprès de PROMOFINANCE, une des institutions de microfinance partenaires dans la région de la Kara.

Le crédit m'a permis notamment de pouvoir acheter un kit d'outillage complet pour mécanique à deux roues et de pouvoir construire ce petit hangar en guise d'abri. Et c'est comme ça que depuis quelques mois déjà j'exerce en tant que mécanicien à deux roues ici. Les débuts n'ont pas été faciles comme pour toute activité d'ailleurs, mais avec beaucoup de patience et d'abnégation, aujourd'hui, les choses rentrent dans l'ordre. Ma clientèle augmente quotidiennement et les revenus également suivent. C'est un très bon début pour moi et je ne peux dire que merci au FNFI pour son soutien qui permet aux artisans de pouvoir prendre leur destin en mains ».

KD

	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG.LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie	Edodji Nadia Attipoe Edem Kodjo Responsable administrative: Gloria Léma Yagla Service commercial: DIRECT AGENCE Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : Togo Express Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	--	--

DERNIERES HEURES

... le professeur Robert Dussey a imprimé une nouvelle marque à la diplomatie togolaise. Auparavant conseiller diplomatique du chef de l'Etat, il s'est finalement imposé comme chef incontestable de la diplomatie togolaise de ces dernières années.

Toujours entre plusieurs avions, il représente le Togo aux quatre coins du globe sur plusieurs

dossiers. Que ce soit le conflit israélo-palestinien, les négociations ACP/UE pour un accord post-Cotonou, les différents sommets tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays notamment celui portant sur la sécurité maritime et le développement en Afrique ayant abouti à une charte, les relations entre le Togo et plusieurs puissances dont la Russie, la Chine, les Etats-Unis, l'Allemagne, etc... monsieur Dussey n'en finit pas de multiplier ses chantiers.

Tout cela a fait que le Togo un petit pays de l'Afrique de l'ouest est devenu important aux yeux du monde. Au point où un sommet Israël-Afrique devrait avoir lieu dans la capitale, Lomé en 2017 mais annulé suite aux troubles politiques. Malgré tout, le Togo commence par profiter de cette diplomatie et vivement que la dynamique se poursuive dans l'intérêt des Togolais.

Le Togo est devenu une destination prisée malgré

les menaces terroristes qui minent les pays voisins. Beaucoup d'investisseurs s'intéressent au pays et dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND), la tendance pourrait s'accélérer. Les Togolais n'en demandent pas mieux. Tout ce qui peut créer de la richesse et donc des emplois est bienvenu sur la terre de nos aïeux. D'ailleurs en juin prochain, notre pays accueille un forum économique Togo-Union européenne.

Plusieurs investisseurs sont attendus. Des entrepreneurs togolais en profiteront pour tisser des partenariats gagnant-gagnant. Tout cela est sans doute à l'actif de la diplomatie togolaise.

De même une feuille de route à l'endroit des Togolais de l'extérieur a été élaborée et servira à capitaliser les efforts de ces compatriotes en faveur du développement de notre pays.

Edem Dadzie

Élections locales

Le ministre Kossivi Egbetonyo continue de mobiliser son Akébou natal

Les élections locales sont imminentes dans notre pays. En prélude à ce rendez-vous historique, les cadres du parti au pouvoir continuent de mobiliser leurs militants. C'est le cas du ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs, Kossivi Egbetonyo qui ne cesse d'organiser des rencontres avec les populations de son Akébou natal.

Le ministre Egbetonyo est allé accompagner d'autres cadres et députés de la localité remercier les populations pour la mobilisation dont ils ont fait preuve le 20 décembre dernier dans le cadre des élections législatives. C'était samedi dernier à Kamina à 45 km au nord de Kougnohou chef-lieu de la préfecture de l'Akébou.

Grâce à cette mobilisation, le parti Union pour la République (Unir) du chef

de l'Etat Faure Gnassingbé a obtenu la majorité au Parlement. Un consensus a récemment été trouvé permettant l'adoption des réformes politiques tant attendues par l'ensemble des Togolais. Le ministre de la Culture et sa délégation ont pris l'initiative d'expliquer ces réformes qui sont intervenues dans les domaines constitutionnel et institutionnel. Mais un rendez-vous très important attend les Togolais le 30 juin 2019. Il s'agit des élections locales. Pour cela, Kossivi

Egbetonyo et sa suite ont exhorté leurs frères et sœurs à aller se faire enrôler pour ceux qui ne l'avaient pas encore fait et au moment venu à donner une victoire éclatante au parti Unir.

Le Plan national de développement (PND), un programme ambitieux du président de la République visant à lancer le Togo sur la voie de l'émergence, a été également l'objet de discussion. Les populations de Kamina ont réaffirmé leur adhésion à la politique de paix et de développement du chef de l'Etat et remercié le ministre pour sa démarche. Et comme d'habitude,



Le ministre Kossivi Egbetonyo

les besoins ne manquent jamais. Les populations ont donc demandé au ministre et à sa délégation d'œuvrer auprès du gouvernement

pour que l'eau potable et l'électricité soient vraiment accessibles à tous dans la localité.

E.D.

Révision des listes électorales

La Ceni a joué les prolongations

Face à certaines difficultés rencontrées dans la révision des listes électorales en prélude aux élections locales, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a joué les prolongations.

Un communiqué publié par M. Tchambakou Ayassor à quelques heures de la fin des opérations d'inscription des électeurs sur les listes électorales, a annoncé que la fin de cette phase du processus devant conduire aux élections locales était prorogée de 24h et devait donc prendre fin le dimanche 19 mai 2019 au soir. Les opérations ont commencé le jeudi 16 mai dernier pour trois jours. Dès le départ, les Togolais des deux sexes et en âge de voter et qui ne se sont pas fait recenser en décembre 2018, ont pris d'assaut les Centres de recensement et de vote (CRV) sur l'ensemble du territoire national. La Ceni a pris toutes les

dispositions pour la réussite de l'opération. Mais dès les premières heures, l'on a entendu plusieurs plaintes et ceci venant de plusieurs quartiers surtout à Lomé. Les leaders de l'opposition extraparlamentaire engagés cette fois dans le processus électoral conduisant aux locales, ont comme d'habitude crié au scandale et à la manipulation. Pour certains dont Eric Dupuy, secrétaire national à la communication de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et conseiller de Jean-Pierre Fabre, le régime fait tout pour que le recensement ne réussisse pas dans les zones qui leur sont favorables. Mme Brigitte

Kafui Adjamagbo-Johson, coordinatrice de la Coalition de l'opposition, alarmiste, pense qu'il faudra plusieurs autres jours pour un recensement réussi.

L'archevêque émérite de Lomé, Monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro qui est allé se faire recenser trouve qu'à lui seul l'on a dû consacrer 15-20 mn. Il s'aligne donc sur les plaintes de l'opposition. Plusieurs autres personnes faisant partie des électeurs ont déploré la lenteur qui caractérisait les opérations. Le président de la Ceni a reconnu cette situation. Selon Tchambakou Ayassor, les machines prennent le temps de vérifier que



Tchambakou Ayassor

les gens ne sont pas déjà inscrits avant d'enregistrer l'inscription qui est en cours. Selon d'autres témoignages aussi, certaines machines n'ont pas fonctionné. Face à toutes ces situations, la Ceni a donc jugé utile de proroger la fin du recensement de 24h. L'institution en charge de l'organisation des élections ayant sans doute

évalué la situation et étant certainement la seule à connaître la tendance réelle en ce qui concerne ce recensement, a donc choisi d'octroyer le temps qu'il faut pour parachever son œuvre. Les populations en tout cas ne se sont pas faites prier. Elles ont répondu présentes jusqu'à la fin.

Edem D.

Côte d'Ivoire / Réforme de la Commission électorale

Le gouvernement Ouattara ne tient pas compte des conclusions de la CADH

Démarrées depuis janvier 2019, les discussions autour de la réforme de la Commission électorale indépendante (CEI) ivoirienne ont repris avec deux nouvelles rencontres les 9 et 13 mai derniers. Sauf qu'aux sorties de ces rencontres, la société civile y a gardé un sentiment d'incohérence entre les conclusions de l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'Homme et les propositions du gouvernement. Ce qu'elle a déclaré à travers un communiqué publié en fin de semaine dernière.

Le Groupe de plaidoyer et d'action pour une transparence électorale (Gpate) et l'Action pour la promotion des droits de l'homme (APDH) ne sont pas du tout contents des nouvelles discussions des 9 et 13 mai. Autant sur la forme que sur le fond, les propositions du gouvernement Ouattara sur les réformes de la Commission électorale n'ont rien à voir, selon la société civile, avec les conclusions

de l'arrêt rendu en novembre 2016 par la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples.

Dans les faits, le gouvernement propose une Commission à 14 membres, au lieu de 17. De plus, parmi ces 14 membres, il y aura des membres de l'exécutif ainsi que des représentants des organisations religieuses, avec « droit de vote et donc éligibles ».

Une orientation qui, en réalité, n'a rien de

nouveau par rapport à la composition de l'actuel CEI. « Les suggestions du gouvernement à ce stade favorisent le statu quo et sont entièrement contraires à l'esprit (...) de l'arrêt rendu en novembre 2016 par la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples », dénonce le communiqué de la société civile. « Les choses n'évoluent pas dans le sens de la réforme demandée par la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples.



Un bureau de vote

Dans les propositions que nous faisons, la tendance était au retrait des membres de l'administration et nous avons été surpris que le gouvernement, dans ses propositions, n'ait pas tenu compte de cela», a expliqué Abraham Denis Yaurobat, le porte-parole du Gpate.

Sur la forme aussi, rien n'est respecté. Le Gpate s'inquiète aussi de l'absence de comptes

rendus et de rapports écrits sur les discussions en cours et réclame un calendrier plus clair des échéances à venir.

Pour l'heure, aucune réaction de la part du gouvernement. Dans les jours à venir, les discussions vont reprendre avec les partis politiques avant qu'une rencontre tripartite soit organisée.

T.M.

Bénin / Assemblée nationale

Louis Vlavanou remplace Adrien Houngbédji au perchoir

Plébiscité par 78 voix pour et une contre, le député Louis Vlavanou prend la tête de la nouvelle Assemblée nationale béninoise pour les 4 prochaines années. Ce vote vient mettre fin à une tradition tacite au Bénin qui voudrait que le président de la République et le président de l'Assemblée nationale ne proviennent pas de la même région.

C'était une tradition, non écrite au Bénin. Mais elle a été respectée par les présidents précédents. Jamais aucun président de l'Assemblée nationale au Bénin ne provenait de la même région que le chef de l'Etat. Mais avec Patrice Talon, tout change, ainsi

que la vie démocratique au Bénin.

« La stabilité du pays résulte en grande partie de cette tradition dans le système politique qui veut que lorsque le président de la République a ses origines dans le nord du Bénin, celui

de l'Assemblée nationale ait les siennes au Sud, ou dans une autre région du pays », explique Ibrahim Salami, professeur de droit réputé proche du pouvoir mais connu pour son franc-parler.

Désormais deuxième personnalité de l'Etat, Louis Vlavanou va accroître son capital politique et sera l'une des personnalités les plus en vue dans la région de Porto-Novo. «

C'est un choix qui vise à enterrer politiquement Me Adrien Houngbédji, leader influent dans la zone », commente un analyste politique à Cotonou. Adrien Houngbédji, député depuis la première législature en 1995, dirigeait l'Assemblée nationale depuis douze ans. Colonel des douanes à la retraite, Louis Vlavanou est député de l'Union progressiste de la ville de Sakété au Nord de Porto-Novo depuis 2003. Ce

sexagénaire n'a jamais siégé dans les organes de l'Assemblée nationale, après avoir échoué à obtenir le poste de président de commission en 2007, 2011 et 2015.

Le nouveau bureau de l'Assemblée nationale comporte deux femmes, contre une seule lors de la précédente législature. Le taux de représentativité de la gent féminine au sein du Parlement n'a pas varié par rapport à 2015-2019 : 7 %, soit six députées.

T.M.

Sénégal

Une personnalité neutre pour mener le dialogue politique

Au Sénégal, un premier pas a été fait ce jeudi vers le dialogue politique. Dialogue voulu par le président Macky Sall, mais que l'opposition rejetait, car elle refusait que les discussions soient organisées par le ministre de l'Intérieur, Aly Ngouille Ndiaye. Elle a finalement eu gain de cause puisque la majorité a finalement accepté qu'une personnalité « neutre » soit désignée pour mener ce dialogue.

C'est un premier pas, une première étape qui permet de relancer un processus qui était au point mort. La majorité, longtemps opposée à la désignation d'une personnalité indépendante, a donc finalement cédé à cette exigence de l'opposition.

« Nous acceptons une personnalité neutre, cela ne nous gêne pas » a déclaré Cheikh Sarr, le représentant de la majorité. « L'essentiel, c'est de pouvoir discuter des questions de fond et d'aboutir à un consensus. »

L'opposition a salué cette décision de la majorité mais estime que « c'est la seule voie possible vers le consensus ». Moctar Sourang, le coordinateur du Front de résistance nationale (FRN), souligne en effet que « le président est acteur, président d'un parti » et surtout qu'il a « depuis 7 ans, arbitré dans le sens des intérêts de de son parti et il faut arrêter ça ». L'opposant ajoute qu'il ne s'agit pas de « quémander », mais de « discuter sur tout ce qui touche aux élections ».

Grand absent de ce front

politique de l'opposition, le PDS. Abdoulaye Wade exige la révision du procès de son fils Karim et la libération de Khalifa Sall avant d'engager tout dialogue. La majorité a néanmoins réitéré son appel à l'ex-président. « C'est véritablement un appel solennel, un appel patriotique que je lance au président Wade et au PDS de venir avec tous les acteurs, travailler autour de ce dialogue politique », lance ainsi Cheikh Sarr.

Toujours dans cette volonté d'apaisement, la majorité a demandé aux opposants de



Macky Sall

proposer des personnalités qui pourraient mener le dialogue. Reste donc à trouver un premier consensus sur ce point. Avant de s'accorder sur les thèmes qui seront discutés.

Sont évoqués l'organisation de la présidentielle de février dernier, le code électoral ou encore la date des prochains scrutins locaux.

Jeune Afrique

Oragroup

Ferdinand Ngon Kemoum remplace Binta Touré Ndoye

Oragroup a un nouveau directeur général en la personne de Ferdinand Ngon Kemoum. M. Kemoum prend officiellement fonction le 1er juin. Oragroup a enregistré de belles performances en 2018.

Binta Touré Ndoye, désormais ex-directrice générale d'Oragroup est remplacée par Ferdinand Ngon Kemoum. Mme Touré a occupé ce poste depuis 2016 après avoir été directrice générale adjointe de la banque depuis 2015. Elle a présenté sa démission au conseil d'administration du groupe.

L'ancienne directrice générale Binta Touré Ndoye quitte ses fonctions avec de bons résultats. Pour son exercice 2018, Oragroup affiche un total bilan de 2 171 milliards FCFA, soit une progression de 21% par rapport à 2017. Les dépôts de la clientèle du réseau Orabank ont également connu une hausse de 24% et s'élèvent désormais à 1 462 milliards FCFA. Quant aux opérations de crédits,



Une agence d'Orabank

elles s'élèvent à 1 255 milliards FCFA, soit une hausse de 16%. Le produit net bancaire du groupe atteint le chiffre de 126,77 milliards FCFA, soit une croissance de plus de 17% avec un résultat net consolidé en hausse de 36% à 29,77 milliards FCFA.

« Ces résultats en forte croissance confortent notre stratégie de développement

articulée autour de la transformation du groupe, le déploiement de la marque Orabank, la consolidation de nos activités et l'optimisation de notre réseau », a indiqué Mme Ndoye.

Il faut également noter que c'est sous la direction générale de Binta Touré Ndoye qu'Oragroup a réalisé cette année son introduction à la

Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Il s'agit de la plus grosse introduction dans l'histoire de la BRVM depuis sa création en 1998. Elle a été effectuée suite au succès de l'Offre publique de vente (OPV) souscrite à 100% du 29 octobre au 22 novembre 2018. L'OPV comprenait l'émission de 6 097 561 nouvelles actions par augmentation de capital et la cession de 7 785 445 actions existantes sur le marché secondaire, au prix de 4 100 FCFA l'action. Cela représente un montant de 56,92 milliards FCFA (86 millions d'euros) levé sur le marché financier régional. 20% du capital du groupe bancaire panafricain est coté en Bourse (capital flottant) et l'actionnaire de référence d'Oragroup reste Emerging Capital Partners (ECP) avec plus de 50% des parts.

Binta Touré Ndoye quitte la direction générale du groupe

avec le « sentiment du devoir accompli ». Après sa démission, l'ancien directeur général adjoint du groupe Ferdinand Ngon Kemoum a été nommé comme nouveau directeur général de l'institution.

Continuité des actions

M. Kemoum a été directeur général adjoint d'Oragroup d'octobre 2009 à septembre 2015. Pour le président du conseil d'administration d'Oragroup et Co-CEO d'Emerging Capital Partners, Vincent Le Guennou, le nouveau directeur général apporte toutes les garanties de continuité et de connaissance du groupe pour piloter une nouvelle page dans la vie d'Oragroup.

La banque panafricaine dont le siège se trouve à Lomé est présente dans 12 pays d'Afrique de l'ouest et centrale et dans quatre zones monétaires : Uemoa, Cemac, Guinée Conakry et Mauritanie.

Félix Tagba

Prix togolais de la qualité

Les lauréats de la cinquième édition désormais connus

Les lauréats de la 5ème édition du Prix togolais de la qualité sont connus. La proclamation des résultats de cette 5ème édition a été effectuée vendredi 17 mai à Lomé. A cette cérémonie, le ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Promotion de la consommation locale a également procédé au lancement de la 6ème édition du Prix togolais de la qualité.

Des entreprises se sont distinguées en matière de démarche qualité de production et de services. Les lauréats de la 5ème édition du Prix togolais de la qualité, compétition qui permet de récompenser les entreprises et organismes publics ou privés engagés dans la démarche qualité, ont été dévoilés au public. Sur 11 organismes candidats, 8 se sont faits remarquer.

Dans la catégorie A constituée des entreprises ayant un effectif de plus de 100 salariés, le Prix d'excellence (Niveau 4) est revenu au Port autonome de Lomé (Pal). Dans la même catégorie, le laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP) remporte le Prix d'encouragement dans la qualité (Niveau 3).

Dans la catégorie B qui regroupe les entreprises ayant un effectif de 21 à 100 salariés, 5 entreprises se sont distinguées. Il s'agit notamment de Coris Bank International Togo S.A., de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac) et de l'Ecole supérieure des

affaires (Esa) qui ont obtenu le Prix d'excellence. Alors que le Prix d'encouragement dans la qualité est allé à l'Imprimerie la Semeuse, le Cabinet de gestion, de conseil en finance et d'informatique (Cagecfi) a quant à lui obtenu le Prix de maîtrise de la qualité (Niveau 2).

Une seule société s'est distinguée dans la catégorie C qui regroupe des entreprises avec un effectif de 01 à 20 salariés. Il s'agit du cabinet Décisions qui a obtenu le Prix d'excellence.

La qualité, un facteur de développement

« Le gouvernement dans sa vision de faire de la qualité un facteur de développement, encourage tous les opérateurs économiques et les consommateurs à œuvrer pour la promotion de la culture qualité et la recherche de la performance et de la compétitivité », a déclaré le ministre en charge de l'Industrie Kodzo Adedze. Le Togo a promulgué la loi cadre n° 2009-016 du 12 août 2019 portant organisation du schéma

national d'harmonisation des activités de normalisation, d'agrément, de certification, d'accréditation, de métrologie de l'environnement et de la promotion de la qualité au Togo. D'autres initiatives ont été prises par le pays pour promouvoir la qualité.

La Haute autorité de la qualité et de l'environnement (Hauque) est la structure chargée de la gestion et de la promotion de la qualité au Togo. Pour son président François Fidégnon Kpakpo également président du comité d'organisation du Prix togolais de la qualité, « il n'y a pas de développement sans la qualité ».

Le Prix togolais de la qualité est basé sur les 7 principes du management de la qualité (Iso 9001 ; 2015 et les exigences de la norme Iso 9004 ; 2018) à savoir l'orientation client, le leadership, l'implication du personnel, l'approche processus, l'amélioration continue, la prise de décision fondée sur des preuves et le management des relations avec les parties intéressées.

Félix Tagba

Finance

L'AFD octroie 14 millions d'euros à la ville de Lomé

La ville de Lomé bénéficie d'un nouveau financement pour la gestion des déchets urbains. Une convention de financement a été signée jeudi 16 mai entre le ministère de l'Economie et des Finances, l'ambassade de France et l'Agence française de développement (AFD). L'enveloppe s'élève à 14 millions d'euros, soit environ 9,2 milliards FCFA.

Cette subvention a été octroyée dans le cadre de la troisième phase du Projet environnement urbain à Lomé (Peul III). Cet appui permettra de consolider les actions du Peul I et II sur la filière des déchets solides. Il s'agira concrètement de sécuriser l'environnement de l'ancienne décharge d'Agoè-Nyivé, de mettre en œuvre les mesures d'amélioration des performances de la filière des déchets et de renforcer les capacités administratives et financières de la mairie de Lomé.

Cette nouvelle étape du projet « vise à poursuivre et consolider les actions déjà lancées lors des précédentes phases... », a rappelé l'ambassadeur de France au Togo Marc Vizy.

Les projets Peul I et Peul II ont permis à la municipalité de restructurer les filières de collecte et pré-collecte des déchets. Des points de regroupement intermédiaires ont été construits. L'initiative a également permis de créer un Centre d'enfouissement technique moderne à Aképé.

La troisième phase du projet contribuera à améliorer la gouvernance et les performances de la filière de gestion de la municipalité de Lomé. Elle participera à la réduction des pollutions environnementales, olfactives et visuelles, et du risque sanitaire pour les populations riveraines de la décharge d'Agoè-Nyivé.

« Cette phase du projet va enfin permettre à la mairie de renforcer ses actions en vue de la mise en place d'une hiérarchie des modes de gestion des déchets plus efficace, en finançant notamment des initiatives de valorisation et de recyclage des déchets collectés », a indiqué le directeur de l'AFD Lomé, François Jacquier-Pélissier.

Félix T.

Communications sociales

Un outil tant chrétien que professionnel

Instituée à l'initiative de l'église catholique, à l'issue du concile Vatican II, la Journée des communications sociales, manifeste la prise de conscience des enjeux de société (moraux et spirituels), que représentent les moyens de communication de masse. Journée célébrée chaque 13 mai, l'édition de cette année est la 53ème. Avec l'évolution de la communication dans un mode numérique incontournable, les communications sociales vont au-delà du spirituel. Elles sont un ensemble d'actes communicatifs dont l'objectif est de modifier certaines représentations ou comportements. Que représentent donc ces communications sociales dans la vie chrétienne et professionnelle? Togo Matin vous propose d'aller à la découverte du concept des communications sociales dans ce dossier.



Un visuel de la Journée mondiale de communications sociales

À chaque époque, l'église a su utiliser les moyens disponibles pour répondre aux défis toujours nouveaux et communiquer l'Évangile. Elle utilise donc les moyens actuels: sites Internet, blogs, newsletters, bulletins diocésains, journaux

paroissiaux, affiches, radio et télévision, édition. Et pour adapter sa communication aux mutations engendrées par les nouvelles technologies, elle a aussi besoin de former ses responsables.

Le pape François reconnaît la pouvoir des médias et instruit sur le bon usage par les chrétiens

Chaque année, le Vatican publie, le 24 janvier, son message 2019, en la mémoire de saint François de Sales, patron des journalistes. Voici le message du pape François pour la 53e journée mondiale des communications sociales et qui sera célébrée cette année lors de la Solennité de l'Ascension de Jésus le 2 juin 2019. "Depuis l'avènement de l'Internet,

l'église a toujours cherché à en promouvoir l'utilisation au service de la rencontre entre les personnes et de la solidarité entre tous. Avec ce message, je voudrais vous inviter une fois de plus à réfléchir sur le fondement et l'importance de notre être et à redécouvrir, dans l'immensité des défis du contexte actuel de la communication, le désir de l'homme qui ne veut pas



Le Pape François et les communications sociales

rester dans sa solitude... L'environnement des médias est aujourd'hui tellement envahissant qu'on ne peut le distinguer de la sphère de la vie quotidienne. Le réseau est un atout de notre temps. C'est une source de connaissances et de relations naguère impensables. De nombreux experts, cependant, à propos des transformations profondes imprimées par la technologie aux logiques de production, de circulation et d'utilisation des contenus, soulignent également les risques qui menacent la recherche et le partage d'une information authentique à l'échelle globale. Si l'Internet représente une possibilité extraordinaire d'accès au savoir, il est également vrai qu'il s'est avéré l'un des lieux les plus exposés à la désinformation et à la distorsion consciente et ciblée des faits et des relations interpersonnelles, qui souvent prennent la forme de discrédit.

Il faut reconnaître que les réseaux sociaux, s'ils servent d'une part à nous relier davantage, à nous permettre de nous retrouver et de nous entraider, de l'autre ils se prêtent aussi à une manipulation de données personnelles, visant à obtenir des avantages politiques ou économiques, sans le respect dû à la personne et à ses droits. Parmi les plus jeunes, les statistiques révèlent qu'un sur quatre est mêlé à des épisodes de cyberharcèlement... L'image du corps et des membres nous rappelle

que l'utilisation du Web social est complémentaire de la rencontre en chair et en os, qui vit à travers le corps, le cœur, les yeux, le regard, le souffle de l'autre. Si le réseau est utilisé comme une extension ou comme une attente d'une telle rencontre, alors il ne se trahit pas et demeure une ressource pour la communion. Si une famille utilise le réseau pour être plus connectée, pour ensuite se réunir à table et se regarder dans les yeux, alors c'est une ressource. Si une communauté ecclésiale coordonne sa propre activité à travers le réseau, pour ensuite célébrer l'Eucharistie ensemble, alors c'est une ressource. Si le réseau est une occasion pour se rapprocher des histoires et des expériences de beauté ou de souffrance physiquement loin de moi, pour prier ensemble et ensemble chercher le bien dans la redécouverte de ce qui nous unit, alors c'est une ressource... Ainsi, nous pouvons passer du diagnostic à la thérapie: en ouvrant le chemin au dialogue, à la rencontre, au sourire, à la caresse... Ceci est le réseau que nous voulons. Un réseau qui n'est pas fait pour piéger, mais pour libérer, pour prendre soin de la communion entre des personnes libres. L'église même est un réseau tissé par la communion eucharistique, où l'union n'est pas fondée sur "j'aime", mais sur la vérité, sur l'"Amen", avec lequel chacun adhère au corps du christ en accueillant les autres".

Source: seletlumieretv.org

Communication sociale, un outil plus que chrétien



La communication sociale

Transmettre des valeurs pour créer et renforcer plus de liens de solidarité, pouvoir informer sur des problèmes de caractère social pour ensuite faire prendre conscience, redonner une voix et des pouvoirs aux personnes, et changer des idées ou des attitudes qui pourraient être mauvaises pour les personnes aussi bien au niveau individuel que collectif. Tels sont les objectifs de la communication sociale.

Pourquoi une communication sociale ?

La communication sociale est totalement différente de la communication utilisée dans la publicité, car celle-ci cherche à « placer » un produit. Au contraire, la communication sociale va à l'encontre de l'opinion du destinataire. Il est important pour la communication sociale de connaître l'opinion, car le but ultime est de la modifier. Par ailleurs, utiliser une communication sociale demande du temps. En effet, « changer » une opinion ne se fait pas en deux minutes. On procède notamment en deux étapes: mettre en place une campagne médiatique pour donner de la visibilité au message abordé, aller à l'encontre des personnes concernées. En effet, le dialogue et la proximité sont deux des éléments indispensables à la réussite de la communication sociale.

Fondements et organismes de la communication sociale

Elle se base sur les valeurs humaines et citoyennes et, bien souvent, c'est la communication

sociale qui permet aux minorités d'être entendues. Celle-ci est également basée sur la solidarité et le partage. Il s'agit d'un type de communication principalement utilisé par les organismes et associations ayant une utilité publique.

Fonctions et importance de ce type de communication

Informer (renseigner et donner des nouvelles), persuader et convaincre (afin d'influencer pour changer le comportement), éduquer (apporter des connaissances et des valeurs sociales), provoquer des émotions (séduire, plaire, pour convaincre).

Il est impensable de vouloir « changer » un type de comportement sans connaître en profondeur les raisons de ce comportement. Pour arriver à modifier des normes sociales, il faut tout d'abord, prendre la culture comme facteur essentiel, car c'est la culture qui marque nos attitudes. Sans connaître la culture, le message ne peut pas être transmis pertinemment surtout dans la communication sociale qui vise à faire changer des valeurs. C'est ce que font les grands organismes comme Greenpeace, WWF, la fondation Nicolas Hulot ou encore d'autres ONG comme Médecins Sans Frontières. Les campagnes de sensibilisation ne sont pas les mêmes en fonction du pays, car, à titre d'exemple, un Allemand et un Français n'ont pas la même culture du social. La communication sociale doit étudier les facteurs cognitifs et psychologiques de chaque individu (ou société) cible

pour s'assurer d'une réelle efficacité. Les connaissances dont dispose la société ou l'individu en question sont tout

aussi importantes, d'autant plus actuellement avec la multiplicité de supports informatifs avec le numérique.

La communication sociale dans les organisations publiques, une pratique légitimée



Le dilemme devant une multitude de réseaux sociaux

Parallèlement à son essor dans la sphère entrepreneuriale, la communication sociale désigne aussi la communication développée par des institutions, c'est-à-dire des organismes évoluant dans la sphère publique ou parapublique. Elle s'applique autant aux structures communales et intercommunales, que gouvernementales et ministérielles. De fait, la communication institutionnelle désigne un mode d'expression symbolique, verbal ou iconique, par l'intermédiaire duquel s'articulent une politique publique, le ou les groupes sociaux et territoriaux qu'elle vise et l'institution qui lance la première et représente les seconds. Elle correspond aux politiques publiques mises en œuvre, ainsi qu'à la médiatisation qui les accompagne et les prolonge. Elle désigne un processus de diffusion de messages du pouvoir exécutif et des institutions publiques, par des moyens diversifiés de communication de masse, en particulier par la télévision, dont la prépondérance s'affirme au cours des années quatre-vingts. Ces pratiques managériales sont

aujourd'hui jugées légitimes par une grande partie de l'opinion publique, comme en témoignent les résultats d'enquêtes menées depuis 1995. Une partie de cette légitimité est probablement liée aux finalités mêmes de la communication institutionnelle, qui rejoignent ici celles du marketing social. Ce dernier désigne en effet l'ensemble des méthodes utilisées pour susciter le changement et le progrès social au niveau de la santé. Ces deux pratiques managériales s'attachent à rechercher un certain bonheur pour le plus grand nombre de concitoyens, en d'autres termes un certain bien-être généralisé à l'ensemble de la société. Elles reposent donc sur le principe de l'intérêt général, en permettant idéalement aux pouvoirs publics de proposer, à défaut d'imposer, certains changements de mentalités et de comportements que le récepteur-citoyen doit intégrer et adopter. La communication sociale vise à exercer des pressions à deux niveaux de prise de conscience : celui du risque individuel et de la morale collective.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo



AVIS AUX CLIENTS



La Direction Générale de CORIS BANK INTERNATIONAL vous informe que des individus, se faisant passer pour des agents de la banque, essaient d'extorquer de l'argent aux clients via paiement mobile sur des numéros bien indiqués, en vue d'intervenir pour une issue heureuse et rapide de leur dossier de crédit et/ou de financement.

La Direction Générale portent à la connaissance des clients que les faits tels que signalés sont purement des arnaques provenant d'individus mal intentionnés. Elle tient surtout à rassurer les clients et toute la population qu'une enquête est diligentée pour démanteler le réseau, afin que les présumés auteurs et complices de ces actes et faits délictueux soient soumis à la rigueur de la Loi.

Face à ces actes, la Direction Générale de CORIS BANK INTERNATIONAL invite les clients à plus de vigilance et les exhorte à toujours se référer aux services de la banque pour le suivi de leur dossier et dénoncer tout acte suspect de fraude, de corruption ou de méconduite à la direction.

CORIS BANK INTERNATIONAL, LA BANQUE AUTREMENT !

T des médias 2019

Des journalistes sur le podium de défilé de mode

Depuis 2012, le DBD Com & partners marque la Journée internationale de la presse au Togo par le « T des médias ». Pour la huitième fois consécutive, la presse togolaise invite à travers le « T des médias » le public togolais à une soirée de défilé de mode où les hommes et femmes des médias vont défiler sur un podium de défilé de mode. L'évènement est prévu, le 8 juin prochain à l'hôtel Eda Oba.



La table officielle

C'est sur le terrain de l'information que la presse est naturellement plus attendue. Cependant, à l'occasion de la célébration de la Journée

internationale de la liberté de presse, chaque 3 mai, la presse togolaise est plutôt attendue sur un podium de défilé de mode. En différé de la Journée

internationale de la liberté de presse, des journalistes, reporters, et animateurs togolais se transforment en mannequins. La presse togolaise, cette année va défiler. Ce défilé à l'intention des professionnels des médias du Togo a pour but d'offrir à ces derniers une pause récréative afin qu'ils puissent s'amuser. Le « T des médias » du Togo est un évènement socio-culturel qui met en exergue les talents des journalistes togolais sur un podium de défilé de mode. « Les journalistes défilent pour la bonne cause », tel est le thème

retenu pour la huitième édition du « T des médias ». Quelques touches particulières sont apportées à cette édition. Il s'agira justement d'une petite innovation. Sur les dernières du « T des médias », l'organisation propose deux grands tableaux (le premier composé de tenues de ville, le second composé de tenues de soirée). Mais cette année, le premier tableau sera essentiellement composé de tenues professionnelles des différents partenaires du « T des médias ». Ainsi, lors de cette soirée

« T des médias », les journalistes seront vêtus des tenues de la police, de la gendarmerie, ainsi que des blousons de médecins.

En matière d'innovation, un grand show attend le public le jour J. Dénommé « T des médias c'est vous », l'opportunité sera donnée au public de défiler sur le podium. Par ailleurs, l'édition 2019 du « T des médias » sera une ambiance folle entretenue par les journalistes et animateurs du Togo. Porté par le label DBD Com & Partners, le « T des médias » est une initiative de David Bainsi Djagbavi, qui met en exergue les talents des journalistes togolais sur un podium de défilé de mode.

Nadia Edodji

Patrimoine

Nos musées libres d'accès

A l'occasion de la Journée internationale des musées, la population togolaise aura accès libre et gratuit cinq musées de la « Terre de nos aïeux ». Cette visite gratuite des musées du Togo à l'intention des Togo s'est ouverte, le 18 mai dernier, la date même de la Journée internationale des musées. Cet accès libre des musées comme le musée national de Lomé, le musée régional du Centre-Sokodé, le musée régional Maritime-Aného, le musée régional de la Kara et le musée régional des Savanes, court jusqu'au 26 mai 2019.

Chaque 18 mai est célébrée de par le monde, la Journée internationale des musées. Dans l'optique de cette célébration, la population pourra visiter cinq musées notamment, le musée national de Lomé, le musée régional du Centre-Sokodé, le musée régional Maritime-Aného, le musée régional

de la Kara et le musée régional des Savanes qui sont libres et gratuits d'accès jusqu'au 27 mai prochain.

Ces journées portes ouvertes sur les musées togolais organisées à l'endroit de la population par le gouvernement togolais offrent une opportunité aux Togolais

d'aller à la découverte des richesses culturelles et historiques que contiennent les musées sur toute l'étendue du territoire.

Instituée depuis 1977 par le Comité international des musées (ICOM), la Journée internationale des musées ambitionne d'amener le public à



A l'entrée du musée national

reconsidérer la valeur des musées dans la société. Le thème retenu pour la célébration de l'édition 2019 est « Les musées, plateformes culturelles : l'avenir de la tradition ». Par ailleurs, les musées conservent leurs

missions principales (collection, conservation, communication, recherche et exposition) tout en s'adaptant aux nouvelles circonstances. Autrement, les musées se réinventent.

N.E.

Lire

« La Symphonie Pastorale » d'André Gide. Éd Ebooks libres et gratuits. Pp 5-6

La neige qui n'a pas cessé de tomber depuis trois jours, bloque les routes. Je n'ai pu me rendre à R... où j'ai coutume depuis quinze ans de célébrer le culte deux fois par mois. Ce matin trente fidèles seulement se sont rassemblés dans la chapelle de La Brévine. Je profiterai des loisirs

que me vaut cette claustration forcée, pour revenir en arrière et raconter comment je fus amené à m'occuper de Gertrude. J'ai projeté d'écrire ici tout ce qui concerne la formation et le développement de cette âme pieuse, qu'il me semble que je n'ai fait sortir de la nuit que pour l'adoration et l'amour. Béni soit le Seigneur pour m'avoir confié cette tâche. Il y a deux ans et six mois, comme je remontais de la Chaux-de-Fonds, une fillette que je ne connaissais

point vint me chercher en toute hâte pour m'emmener à sept kilomètres de là, auprès d'une pauvre vieille qui se mourait. Le cheval n'était pas dételé ; je fis monter l'enfant dans la voiture, après m'être muni d'une lanterne, car je pensai ne pas pouvoir être de retour avant la nuit. Je croyais connaître admirablement tous les environs de la commune; mais passé la ferme de la Saudraie, l'enfant me fit prendre une route où jusqu'alors je ne m'étais jamais aventuré.

Je reconnus pourtant, à deux kilomètres de là, sur la gauche, un petit lac mystérieux où jeune homme j'avais été quelquefois patiné. Depuis quinze ans je ne l'avais plus revu, car aucun devoir pastoral ne m'appelle de ce côté ; je n'aurais plus su dire où il était et j'avais à ce point cessé d'y penser qu'il me sembla, lorsque tout à coup, dans l'enchantement rose et doré du soir, je le reconnus, ne l'avoir d'abord vu qu'en rêve. La route suivait le cours

d'eau qui s'en échappait, coupant l'extrémité de la forêt, puis longeant une tourbière. Certainement je n'étais jamais venu là.

Le soleil se couchait et nous marchions depuis longtemps dans l'ombre, lorsque enfin ma jeune guide m'indiqua du doigt, à flanc de coteau, une chaumière qu'on eût pu croire inhabitée, sans un mince filet de fumée qui s'en échappait, bleuissant dans l'ombre, puis blondissant dans l'or du ciel... »

Affaire Agouwa-Unisport

Agouwa-Unisport gate, qui sera champion de la D2 nord?

La D2 zone nord ne connaît pas son champion jusqu'alors, malgré la fin du championnat. C'est une situation à couteau tiré entre Agouwa de Koussountou et Unisport de Sokodé. Une affaire qui parachute quatre membres de la commission de recours. Après le communiqué de la FTF révoquant 4 membres de la commission de recours et la missive de démission du président de ladite commission, un flou demeure autour de ce dossier, et pour cela une conférence de presse a été animée le jeudi 16 mai 2019, au siège de la FTF par son secrétaire général et son assistant juridique.

Le motif de cette révocation provisoire a été dévoilé. Il s'agit des violations graves et réitérées des statuts et des divers règlements de la FTF délibérément orchestrées au sein de la commission de recours. Sur ce, le président Abodji Yacoubou Adam, le vice-président Baba Fambaré et des membres Baba-Yara Affo et Kuevidjen Ekué sont désormais hors de cette commission pour un temps indéterminé. Dans la fièvre de cette affaire, la FTF a reçu une lettre de démission du président Abodji Yacoubou Adam de la commission. Les raisons données sont entre autres "le blocage de la décision rendue par sa commission le 26 avril 2019 par le président de la FTF", Guy Akpovy. Suite à la décision rendue par la commission de discipline le 1er mars, déclarant la

perte du match pour cause de pénalité contre Agouwa, la commission de recours a rendu le 26 avril une décision, qui, selon le droit est inattaquable.

Pour rappel, Unisport accuse Agouwa d'avoir aligné un joueur qui n'a pas totalement purgé ses matchs de suspension tandis qu'Agouwa fait savoir qu'Unisport a dans son effectif un joueur qui évolue dans le championnat togolais et béninois à la fois.

La FTF s'explique et prend ses responsabilités

Selon Pierre Lamadokou, secrétaire général de la FTF, les 4 membres ont été révoqués parce que leur décision ne concorde pas avec les textes. « Nous avons estimé que la commission de recours a violé sûrement les textes parce qu'ayant rendu une



Pierre Lamadokou, secrétaire général de la FTF (au milieu)

décision inique et nous laissons l'occasion au congrès de nous juger si nous avons violé à notre tour les textes ou pas. Nous allons trouver une formule pour permettre à cette commission de travailler, de se pencher sérieusement sur le dossier et de rendre la décision, dans les jours à venir, pour nous permettre de pouvoir terminer le championnat conformément aux textes. Les textes nous donnent deux options, soit on peut laisser les autres travailler soit on peut copter provisoirement des gens », a-t-il déclaré. Accusée de violation flagrante des

textes après la révocation des 4 membres, la FTF, à travers son secrétaire général Pierre Lamadokou, pense que cette décision du comité exécutif a été prise pour cause des obligations temporaires. « Il y a une obligation temporaire et on ne peut pas aller au congrès. Nous sortons d'un congrès il n'y a pas 3 mois, on a un congrès en vue dans quelques mois et on n'a pas de moyens pour organiser un congrès extraordinaire aujourd'hui. C'est une question de moyens et aussi une question d'obligations temporaires », a-t-il ajouté. Quatre nouveaux membres

ont déjà intégré la commission de recours, information dévoilée par la FTF juste après la conférence de presse. Il s'agit de Togunina Mareline qui devient la nouvelle présidente, la vice-présidence est attribuée à Kpantil-Laré Yempab et deux nouveaux membres Kothor Kokoukouma et Kpayé Koffi Bakayota. Ces 4 nouveaux en plus des 3 anciens auront la lourde responsabilité de dire le droit en conformité avec les textes pour mettre fin à ce film qui risque de se transformer en cauchemar.

Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais



sur



www.monkiosk.com

ou

sur le portail



www.alome.com

Biens culturels**Coup de pousse au Clac de Pya**

Le ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs a procédé jeudi 16 mai à la remise symbolique des biens culturels et de sensibilisation à la réhabilitation du Clac de Pya. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'ouest de (Brao) de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Cette remise symbolique des biens culturels et de sensibilisation à la réhabilitation à Pya, localité située dans la région de la Kara, s'inscrit dans la dynamique des autorités de valoriser la culture au Togo. Dans son discours, le ministre en charge de la Culture a rappelé la place de la culture dans la politique de développement du Togo. « Conscient de ce que la culture est la pierre angulaire d'un développement harmonieux,

le gouvernement y a fait une place importante dans le Plan national de développement; il voudrait voir les entreprises culturelles devenir plus compétitives, créatrices de richesses et d'emplois décents. A cette fin, il met tout en œuvre pour qu'écluse et s'épanouisse notre culture », a déclaré Kossivi Egbetonyo.

Plusieurs bibliothèques et des centres de lecture et d'animation culturelle ont

été implantés dans une cinquantaine de localités. 11 d'entre elles abritent les Centres de lecture et d'animation culturelle (Clac).

La rénovation des Clac a été entamée dans plusieurs localités du pays grâce à une dotation de biens culturels d'une valeur totale de plus de 105 millions de francs CFA offerte par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Ainsi plusieurs localités

**Remise des biens aux bénéficiaires**

comme Aného, Agou, Atakpamé, Badou, Kévé, Notsè, Sotouboua, Sokodé, Tchamba, Pagouda et Pya bénéficient de cet appui. La dotation est composée de plus de 650 livres par Clac, de matériels audiovisuels

et numériques (ordinateurs, tablettes). Cela permettra de consolider les Clac et les faire passer au numérique. Les Clac contribuent à la réussite scolaire et à la cohésion sociale.

Félix T.

Revue du portefeuille de la BAD**Les forces et les faiblesses des projets examinées**

Un atelier sur la revue du portefeuille de la Banque africaine de développement (BAD) a été organisé le jeudi 16 mai à Lomé. Il a permis aux acteurs de réfléchir sur des stratégies pour améliorer la revue du portefeuille de la banque.

La rencontre a été ouverte par le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya en présence d'autres membres du gouvernement et du représentant pays de la BAD. Cette revue du portefeuille de la Banque africaine de développement a pour objectif de faire le suivi de la mise en œuvre des projets financés par la Banque au Togo. La rencontre permettra aussi de passer en revue la performance et de proposer

des solutions pour son amélioration. La revue fait suite à la mission d'audit de la BAD au Togo. Les projets audités ont enregistré une bonne performance.

La BAD appuie le Togo dans le renforcement du cadre institutionnel et le développement économique. La Banque finance des projets dans les secteurs comme la gouvernance, le social, l'agriculture, l'énergie,

l'eau et l'assainissement, la protection de l'environnement et les transports. Selon le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya, les interventions du groupe de la Banque africaine de développement cadrent bien avec l'orientation stratégique du gouvernement à travers le Plan national de développement (PND). Le portefeuille de la BAD au Togo compte douze projets d'une valeur d'environ 199 780 000 000 FCFA avec un taux

**La table d'honneur à l'ouverture de l'atelier**

de décaissement de 58,1%. Cet atelier permettra au coordonnateur des différents projets de faire le bilan afin de permettre de capitaliser les expériences, de mettre

en lumière les contraintes et de proposer des approches de solutions pour améliorer la qualité du portefeuille de la BAD.

Félix Tagba

Réformes politiques**Gerry Taama préfère cette avancée aussi minime soit-elle**

Après l'adoption des réformes, place aux explications. A part l'émissaire du gouvernement le ministre Christian Trimua qui a fait le tour des médias internationaux, l'honorable Gerry Taama, président du groupe parlementaire Net/PDP et membre de la Commission des lois de l'Assemblée nationale ne s'en prive pas non plus.

Monsieur Taama a presque fait le tour de médias dont il a l'habitude. Victoire FM, Pyramide FM, RTDS etc... Le député de l'Est-mono ne cesse d'argumenter autour du texte adopté le 8 mai dernier. Entout cas, il n'est visiblement pas prêt à s'avouer vaincu. Face au pasteur Johanes Bavon du Front des artisans de la République (Far), ce fut une ballade sans fin dans les arcanes du droit.

Le président du Nouvel engagement togolais (Net) se défend tout simplement devant ceux qui pensent que l'opposition parlementaire a aidé le pouvoir à adopter des réformes complaisantes. « Je préfère la révision

qu'on vient de faire même si elle est imparfaite à la situation d'avant », a-t-il déclaré. En d'autres termes, l'honorable député pense que le pays vient de connaître une avancée non négligeable qu'il faut saluer. Ce n'est pas encore ce que beaucoup voudraient, mais c'est de loin mieux par rapport à ce qui existait il y a quelques jours encore.

A ceux qui accusent les députés de la sixième législature d'avoir surpassé leurs prérogatives, notamment le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) Jean-Pierre Fabre qui trouve que les députés ne devraient pas

toucher à plus d'articles que ce que contenait le projet de loi du gouvernement, il répond : « un certain nombre de propositions sont venues de tous les bords politiques » Face donc à cette floraison d'apports, les députés sont allés jusqu'à 29 articles, ce qui a permis d'être assez large dans cette révision constitutionnelle. Toutefois, certains ont l'impression qu'il n'y a pas suffisamment de verrous dans la nouvelle Constitution. « Vous pouvez mettre tous les verrous, mais si le problème n'est pas réglé à la base par l'éducation à la citoyenneté, on n'aura rien fait », reconnaît Gerry Taama. Malgré ces explications, le président du groupe



Gerry Taama

parlementaire Net/PDP, ne croit pas pouvoir empêcher les gens de penser ce qu'ils veulent. C'est-à-dire que tout le monde est libre de se faire ses propres opinions sur le travail qui est actuellement fait à l'Assemblée nationale. « Maintenant, si le peuple n'est pas satisfait, il suffit pour lui de donner un mandat à un

autre président en 2020 », conseille monsieur Taama. « Ce dernier pourra dissoudre l'Assemblée nationale conformément à l'article 68 de la Constitution ou demander une révision comme la Constitution l'y autorise par référendum », a-t-il ajouté.

E. Dadzie

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

1kg,
5 kg,
25 kg,
50 kg



Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

©2019 RIDUTO RIZI tous les droits réservés